CORREO DE TARIJA

Radio Pachamama dit non aux violences faites aux femmes



Véritable fléau partout dans le monde, les violences faites aux femmes sont malheureusement monnaie courante en Bolivie, considérée comme le pire pays d'Amérique du Sud à ce sujet. À l'occasion du 25 novembre, journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, tour d'horizon de la situation bolivienne. p.2 et 3



Soutien envers la France après les attentats

Après les attentats du 13 novembre, radio Pachamama a manifesté son soutien à la France. **p.4**



Caricaturistes à Tarija

Rencontre avec Toto Vaca caricaturiste de Tarija qui exerce ce métier depuis 30 ans. p. 5

Dossier spécial : depuis décembre, radio Pachamama se met véritablement au vert



Sensibiliser davantage les auditeurs aux problèmes environnementaux, c'est le défi que s'est donné Radio Pachamama tout au long du mois de décembre, profitant de l'actualité de la COP 21.

L'occasion aussi de mettre en avant des initiatives telles que « Mi Arbol », de parler du Tribunal international proposé par Evo Morales, mais aussi d'analyser les défis qui attendent la Bolivie. **p. 6 à 8**

La difficile lutte contre les violences faites aux femmes en Bolivie

Face à une recrudescence des violences envers les femmes ces dix dernières années en Bolivie, la plaçant ainsi au rang de pire pays d'Amérique du Sud concernant ce fléau, le gouvernement s'est empressé de faire voter la loi 348 dite "Loi intégrale pour garantir aux femmes une vie sans violence" le 19 juillet 2014. Une loi applaudie par une majorité mais qui contient de nombreuses limites.

Pour Lourdes Aguilar, représentante de l'association Mujeres en accion, le véritable problème concerne le manque de sensibilisation des professionnels à ce sujet : "Si nous nous sommes améliorés au niveau de la loi, il faut également désormais qu'elle soit bien appliquée, que les juges et les policiers soient sensibilisés au thème de la violence". Car selon elle, "on nous a fait croire que la violence était normale et que nous devions la supporter quotidiennement, cela affecte le fait que les femmes n'osent pas dénoncer". À cela s'ajoute le fait que celles qui osent franchir le

pas, ne reçoivent pas l'aide nécessaire, se sentent jugées, regrette-t-elle. Pour Gladis Sendoval, porte-parole de l'association Defensor del pueblo, la justice est trop lente. "En moyenne un procès pour violence dure deux ans pour arriver à une sentence. Il existe beaucoup de cas en attente. Cette situation positionne les victimes dans une situation de vulnérabilité. Cela crée un sentiment d'impunité et d'insécurité et un manque de confiance envers la justice". Une justice qu'elle considère également "patriarcale et machiste", ce qui n'arrange pas les choses. Elle dénonce également le manque de personnel au SLIM et à la FELCV, deux organismes censés recueillir les plaintes des femmes victimes de violence et leur apporter une aide. "Sans les moyens minimums pour accueillir et secourir les femmes victimes de violence, surtout dans l'espace rural, cette loi ne sert pas à grandchose", conclut-elle.



L'histoire des sœurs Mirabal

Patria, Minerva et Maria Teresa, ainsi s'appelaient les trois sœurs Mirabal que leurs compañeros de lutte surnommaient « Las mariposas », les papillons en espagnol. Originaires d'une province en République Dominicaine, elles ont lutté toute leur vie pour la liberté politique de leur pays, en s'opposant fermement à la dictature de Rafael Leonidas Trujillo. Persuadées que celui que l'on surnommait « el jefe », « el Generalisimo » ou encore « el chivo » va amener le pays dans le chaos, elles décident de former un groupe d'opposition pour en finir avec la dictature.

Incarcérées et torturées, leur activité clandestine attire pourtant de plus en plus d'adeptes et se poursuit au-delà de leur cellule. Le 25 novembre 1960, les corps des trois sœurs Mirabal sont retrouvés en bas d'une falaise sur la côte de la République Dominicaine. La presse vend l'événement comme un « tragique accident », mais les militants ne sont pas dupes et leur mort réveille la conscience populaire. Six mois plus tard, Trujillo est assassiné. 21 ans plus tard, la première rencontre des féministes d'Amérique Latine et des Caraïbes déclare le 25 novembre comme journée internationale pour l'élimination des violences contre les femmes en leur honneur.

Précisions sur la loi 348

La loi 348, dite "Loi intégrale pour garantir aux femmes une vie sans violence" a positionné comme thème de priorité nationale et défini comme problème de santé publique, les violences faites aux femmes.

Elle définit ainsi 16 formes de violence : physique, féminicide, psychologique, médiatique, symbolique, contre la dignité, l'honneur et le nom, sexuelle, contre les droits reproductifs, patrimoniale et économique, au travail, dans le système éducatif plurinational, dans l'exercice politique de la femme, institutionnelle, au sein de la famille, contre les droits et libertés sexuels.

Elle a également augmenté le temps de peine à 30 ans pour le meurtre d'une femme, de 2 à 4 ans pour violence domestique, de 5 à 30 ans pour stérilisation forcée, de 15 à 30 ans pour viol, etc.

Interview avec Hector Rodriguez, directeur du SLIM de Tarija



Quel travail le SLIM (Service Légal Intégral Municipal) réalise-t-il au quotidien ?

Nous faisons l'accompagnement administratif des femmes qui ont subi des violences. En parallèle, nous réalisons un travail thérapeutique au moins une fois par semaine pour essayer de rétablir leur état émotionnel. La plupart du temps, les femmes qui viennent ont déjà vécu des violences, elles arrivent avec un certain traumatisme, d'autant plus que la violence la plus fréquente est mixte, c'est-à-dire à la fois physique et psychologique.

Combien de femmes se sont adressées au SLIM cette année ?

540 plaintes ont été déposées depuis janvier à maintenant au SLIM de Tarija. Mais nous ne sommes pas les seuls à en recevoir. Avec la FELCV (Forces spéciales de lutte contre la violence) et la police, nous parlons de 2300 cas de violences à Tarija depuis janvier à maintenant et c'est sans compter toutes les femmes qui n'osent pas dénoncer.

Quel message souhaitez-vous transmettre à ces femmes qui ont peur de s'adresser à vous ?

Les lois vous protègent, il ne faut pas voir le fait de dénoncer comme une manière de détruire une famille, au contraire c'est un moment de réflexion car c'est nocif de rester dans une relation de maltraitance. La société ne doit pas oublier que la violence commence par une insulte et que ça peut en finir avec la vie. Il faut penser également aux enfants. Nous savons que l'histoire de la violence se répète à travers les enfants. Nous devons avoir la capacité de dialoguer, de communiquer et chercher des solutions. On peut s'engueuler, s'énerver, ne plus se parler, mais rien ne justifie la violence. Pour dénoncer, il faut beaucoup de courage, de soutien. Nous ne devons donc pas juger les femmes, sinon les soutenir.

LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES EN QUELQUES CHIFFRES

Dans le monde

- 2 milliards 600 millions de femmes dans le monde vivent dans un pays où les violences conjugales ne sont pas explicitement pénalisées.
- 70% des femmes sont victimes de violence au cours de leur vie.
- 1 femme sur 5 est victime de viol ou de tentative de viol au cours de sa vie. 1

En Bolivie

- 1 femme meurt tous les trois jours à cause de violences conjugales.
- Sur 13 pays d'Amérique Latine, la Bolivie est le pays qui enregistre le plus de violences physiques contre les femmes.
- 57 773 cas de violence envers les femmes et 68 féminicides ont été enregistrés entre 2013 et 2015
- A peine 2% des cas denoncés de violence se convertissent en procès.²

¹Source : Onu Women

²Source: Observatoire de la femme de

Bolivie



Radio Pachamama soutient la France après les attentats

Je n'aurais jamais pensé qu'un jour, je diffuserais dans une même émission "Champs Elysées" de Joe Dassin pour son rythme entrainant, du Edith Piaf pour ses messages d'amour, "Imagine" de John Lennon pour se plaire à imaginer un monde où tout le monde vivrait en paix, du Eagles of death metal en souvenir des personnes qui ont péri au Bataclan lors de leur concert, "Fils de France" de Saez pour dénoncer les amalgames, la récupération du Front National et rappeler aux jeunes que "nous sommes la nation des droits de l'homme", puis la Marseillaise...

Lundi 16 novembre, nous avons organisé une émission consacrée aux terribles attentats qui se sont abattus sur la France et ont entrainé la mort de près de 130 personnes innocentes. Car si de nombreux Boliviens ont manifesté leur soutien à la France, j'ai surtout été confrontée à leur incompréhension face à ces tragiques événements. Nombreux sont ceux qui n'avaient jamais entendu parler de Daech auparavant. Alors quand les jours suivants les attentats j'ai entendu des phrases telles que : "Ah bon, l'état islamique n'est pas un état ?", "Ah oui, j'ai vu que les musulmans obligeaient leur femme à être couverte de la tête aux pieds", je me suis

dit qu'il fallait faire un point pour tenter de leur expliquer une réalité qui n'est pas la leur. Tenter de décrire ce qu'est l'Islam, leur assurer que tous les musulmans ne sont pas des terroristes et que ceux qui ont tué sont des extrémistes, essayer de leur résumer la guerre civile en Syrie et ses conséquences, leur parler de cette jeunesse française qui a été si injustement frappée, leur raconter que j'étais profondément atteinte par ces attentats parce que je connaissais tous ces lieux et que ce sont des gens comme moi qui ont été tués, leur parler du Petit Cambodge où j'allais régulièrement, leur décrire comment c'est Paris, leur expliquer ce que j'avais ressenti lors des attentats de Charlie Hebdo en janvier dernier mais aussi leur dire que les Français ne vont pas pour autant s'arrêter de vivre, au contraire. Pendant une heure, nous avons abordé tous ces thèmes pour essayer de résumer la situation et d'apporter un point de vue français sur ces attentats traités par les medias boliviens avec parfois beaucoup de maladresse et de manque d'explications. Toute l'équipe de Radio Pachamama a ainsi manifesté son soutien envers la France avec qui elle entretient des relations privilégiées depuis sa création et lui souhaite un futur meilleur pour 2016.

Caricaturistes à Tarija

Les attentats de Paris contre Charlie Hebdo en janvier dernier avaient eu un large écho à travers le monde. Moins médiatisée que les récents attentats, cette grave atteinte à la liberté d'expression est quand même arrivée jusqu'aux oreilles de caricaturistes boliviens. Profitant d'une exposition en leur honneur, nous avons eu l'occasion de discuter avec une des figures majeures de la caricature à Tarija: Toto Vaca.

Pourquoi mettre en place cette exposition?

Nous avons décidé de nous réunir avec d'autres caricaturistes, Jimmy Baldiviezo du journal El País, José Mujica du Periódico et Erich Conzelmann Castellanos qui travaille avec moi au Nuevo Sur, pour montrer le travail que nous réalisons tous les jours dans les principaux journaux de Tarija. Nous montrons notre point de vue sur l'actualité, sur ce qui nous entoure, toujours avec une touche d'humour et de sarcasme. C'est la première fois qu'une exposition de caricaturistes a lieu à Tarija.

Quels sont les thèmes les plus récurrents ?

Les caricaturistes analysent les problèmes politiques, sociétaux et économiques. À Tarija, le thème le plus récurrent reste les conflits politiques, surtout que la mairie et le département sont dirigés par l'opposition. Nous traitons aussi de ce qu'il se passe dans la ville, le thème de l'université qui est bloquée depuis plus de deux mois pour des raisons politiques également. Nous parlons aussi

souvent de sport, on se moque du niveau moyen des Boliviens en foot alors que c'est le sport le plus populaire ici. On parle également de la pollution, des fêtes, du climat... Pour ma part, les interprétations que je fais de l'actualité sont toujours les miennes, j'analyse le thème et j'essaie de lui donner une touche d'humour pour faire sourire les personnes qui regardent le dessin. Bien sûr ça arrive que ça ne fasse pas rire tout le monde mais ce ne serait pas drôle si on avait tous le même humour!

Quel est votre avis sur les attentats qui ont eu lieu contre Charlie Hebdo en janvier dernier?

C'est une grave atteinte à mon métier, c'est terrible que pour un dessin, on assassine des caricaturistes. Je n'ai jamais eu de problèmes en exerçant mon métier mais comme nous mettons de l'humour pour refléter une problématique, ça arrive souvent que l'on dérange, mais le but c'est justement celui-là, nous alimentons la conscience humaine.



Annonce du bon d'achat « Juancito Pinto » aux jeunes et clin d'œil à la région des vins avec le jeu de mot « pinto/tinto » (vin rouge)



Caricature sur le foot bolivien : « Hum, il n'a pas de défense »



Plusieurs caricatures dont une sur le mariage pour tous en France.



Caricature avec Evo Morales et Adrian Oliva, gouverneur de Tarija (opposition)

Radio Pachamama se met au vert



Julia Ramos et Maria Nelida, membres des Bartolina Sisa, pendant l'opération Mi Arbol.

Sensibiliser à l'écologie à travers la radio

Depuis sa création, la Fédération départementale des femmes paysannes indigènes originaires de Tarija, plus communément surnommée "Bartolina Sisa", a mis en place plusieurs projets d'assainissement de l'eau, de production de miel et de pomme de terre, avec toujours ce respect de la Madre Tierra.

Ce n'est donc pas pour rien que la radio communautaire mise en place par les Bartolina Sisa avec l'aide de France Amérique Latine s'est vu octroyer le nom de "Radio Madre Tierra – Pachamama". En effet, selon Julia, "tous les moyens de communication qu'ils soient papier, radio, web ou télé ont ce devoir de sensibilisation des populations quant à l'environnement". S'est alors posée la question de la manière la plus efficace de

parler d'environnement à la radio. Après avoir discuté chaque jour des problèmes environnementaux, profitant de la médiatisation de la COP 21, il fallait trouver une manière de créer une conscience collective en sensibilisant les auditeurs au thème de l'environnement.

Eviter de prendre la voiture quand c'est juste pour aller à deux "cuadras", ne pas jeter ses bouteilles en plastique par la fenêtre du bus, éteindre sa télévision quand on sort de chez soi, bien fermer le robinet, etc. Autant de petits gestes du quotidien qui font vraiment défaut en Bolivie et que nous avons mis en scène à radio Pachamama à travers des microprogrammes de quelques minutes seulement, imaginés par toute l'équipe de la radio.

LE VIVIR BIEN

Que ce soit en versant une goutte de son verre de vin au sol avant de commencer à boire, en lui rendant hommage au début d'une fête ou d'une réunion, ou encore en enterrant des plats cuisinés ou des feuilles de coca, la Pachamama – ou encore « Madre Tierra » en espagnol – fait partie du

Ce terme quechua qui désigne la déesse suprême que les peuples indigènes doivent honorer tous les jours est donc essentiel dans ce pays qui compte encore un pourcentage important de paysans.

C'est justement avec cette idée de vivre en harmonie avec la nature et de solidarité entre les communautés que la notion de sumak kawsay, qui signifie « mieux-vivre » en Quechua, figure dans la nouvelle constitution bolivienne adoptée en 2009. Une philosophie de vie qui se positionne souvent à l'encontre des modèles occidentaux, selon la Ministre de l'environnement, Alejandra Moreira : "Pour le capitalisme, la Madre Tierra est un objet, pour nous c'est véritablement un sujet



Un Tribunal International de Justice pour le climat



Rafael Correa, président d'Equateur, Evo Morales, président de Bolivie et Nicolas Maduro du Venezuela à Cochabamba en octobre 2015

Lors du sommet alternatif qui s'est déroulé en octobre dernier à Cochabamba, Evo Morales, soutenu par Rafael Correa et Nicolas Maduro a souhaité réitérer sa proposition lancée en 2010, celle de créer un Tribunal international de justice climatique, qui permettrait de traduire en justice les Etats et entreprises qui ne respectent pas les protocoles.

"La communauté internationale n'a pas tenu ses promesses concernant le système climatique. Ce sont les intérêts économiques qui priment et surtout les grandes entreprises transnationales qui ne respectent pas les accords. C'est à cause du capitalisme qu'il y a du réchauffement climatique", assure Alejandra Moreira, Ministre de l'Environnement. Malgré la proposition, l'accord signé lors de la COP 21 en décembre dernier et considéré comme "historique" n'a pas inclus l'idée de ce Tribunal.

Entre respect de l'environnement et développement, la difficile équation de la Bolivie

Deux poids, deux mesures. Entre une Bolivie soucieuse de perpétuer ses traditions et sa relation privilégiée avec la Pachamama, et une Bolivie qui veut du progrès et une croissance économique, les discours du gouvernement et de l'opposition se contredisent en de nombreux points. "Ce que nous voulons vraiment, c'est trouver des solutions au changement climatique car ce sont les plus démunis qui en pâtissent le plus", nous assure pourtant Alejandra Moreira, Ministre de l'Environnement qui, malgré sa détermination, est bien consciente qu'un long chemin reste à faire pour que la Bolivie soit exemplaire en matière d'environnement. En effet, un des problèmes majeurs actuels se situe dans la gestion des déchets. Peu de personnes recyclent et des milliers de déchets sont quotidiennement jetés dans les rues en attendant l'équipe de nettoyage censée

débarrasser les trottoirs de bon matin. Il semble que le nombre de poubelles publiques fait ainsi largement défaut car malgré la bonne volonté de certaines personnes, il existe un véritable manque d'infrastructures et de sensibilisation. "C'est un gros problème que nous avons ici en Bolivie car cela provoque de la pollution. Les personnes ne savent pas ce qu'on peut recycler, où, comment ni pourquoi ", nous confirme Julia Ramos.

De son côté, la Ministre de l'environnement et de l'eau assure que de nouveaux programmes éducatifs sur le recyclage sont en cours d'élaboration et s'inscrivent dans un projet plus large pour changer la matrice énergétique de Bolivie à l'horizon 2020-2025. "Nous travaillons actuellement sur l'énergie renouvelable, nous avons inauguré différents parcs



Des déchets dans la ville de Potosi

d'énergie solaire et éolienne. Il faut également prendre en compte le fait que pour les pays en voie de développement, c'est beaucoup plus cher et ça prend donc plus de temps", regrette Alejandra Moreira. "Une autre priorité serait de mettre en place des voitures qui fonctionnent au gaz, ressource que nous avons dans notre pays". Car l'utilisation souvent excessive de la voiture et des transports collectifs qui polluent énormément sont également une tare pour la Bolivie.

L'opération "Mi arbol" : 5 millions d'arbres plantés en Bolivie

Depuis le mois d'octobre, l'opération Mi Arbol a été lancée à un niveau national. L'objectif? Participer à la reforestation de la Bolivie avec la plantation de plus de 5 millions d'arbres d'ici à mars 2016

Le samedi 24 octobre dernier, près de 2000 arbres ont ainsi été plantés dans la communauté de San Andrés près de Tarija. Les membres du gouvernement, les dirigeants et les Bartolina Sisa n'ont pas hésité à sortir pioches et pelles pour planter plusieurs espèces de sapins. L'opération s'est déroulée à San Andrés, lieu stratégique qui jouit d'un climat favorable pour ce genre de plantes. Alors que la Bolivie fait partie des pays qui souffrent le plus de la déforestation, le gouvernement, soucieux de sortir des grands discours sur l'environnement, a décidé de mettre cette fois-ci la main à la pâte en "réalisant des projets concrets", selon Alejandra Moreira, Ministre de l'environnement et de l'eau. "Beaucoup de personnes pensent que l'environnement est seulement un sujet qui concerne les autorités, mais ce n'est pas le cas, c'est un sujet qui concerne toute la société. Chacun d'entre nous doit préserver la biodiversité et l'eau. La sensibilisation est un aspect essentiel de cette campagne",

nous explique-t-elle. Si des projets similaires ont déjà été mis en place les années précédentes en Bolivie, cette campagne semble jouir d'un nombre important de volontaires, particulièrement les jeunes, venus soutenir le président Evo Morales. En effet, "ce qui est nouveau cette année, c'est que beaucoup de volontaires de la société civile ont participé alors qu'avant les militaires étaient ceux qui plantaient les arbres. C'est très important pour nous car il ne suffit pas de planter, il faut également en prendre soin, vérifier que les plantes poussent, et ça se sont les habitants qui sont le plus à même de le faire", commente Emiliano Longo qui travaille à Nicobis, entreprise chargée d'organiser l'événement.

Pour Julia Ramos, représentante de la Confédération départementale des femmes paysannes indigènes originaires de Tarija - Bartolisa Sisa, ce genre d'initiative devrait même avoir lieu tous les jours. "Je pense qu'on devrait donner à chaque habitant la responsabilité de s'occuper d'un arbre. C'est une responsabilité que nous avons tous à travers le monde envers la Madre Tierra. Nous sommes plus de 7 milliards sur Terre, imaginez s'il y avait 7 milliards d'arbres en plus!"



Un jeune venu participer à l'opération Mi Arbol à San Andres.



Alejandra Moreira, Ministre de l'Environnement, en train de planter un arbre.



Le président Evo Morales, une pioche à la main pour planter un arbre.

Radio Pachamama vous souhaite à tous une bonne année 2016. N'hésitez pas à continuer à nous soutenir dans cette lutte pour l'avancée des droits des femmes et des peuples indigènes !

Pour plus d'informations : anais.chatellier@gmail.com